

CNAHES

la lettre

n° 4 - avril 1999

Conservatoire National des Archives et de l'Histoire de
l'Éducation Spécialisée - CNAHES
29, rue Gabrielle, 75018 PARIS - Tél 01 44 07 02 33 - Fax 01 45 39 49 85

Archives, mémoires, séminaire de méthodologie du CNAHES

histoires

Angers
16, 17, 18 septembre

La tenue du séminaire de méthodologie marque une étape importante dans le développement de l'activité du CNAHES. Après la mise en route du grand chantier du sauvetage, du recueil, de l'inventaire et du classement des archives écrites activement poursuivi au CAPEA avec le concours des régions, reste maintenant à exploiter ces multiples sources. Il faut par ailleurs mettre en œuvre le travail de recueil des archives orales pour lequel les bonnes volontés ne seront jamais trop nombreuses. C'est un nouveau chantier qui demande la mise en œuvre d'autres compétences et d'autres moyens de conservation.

Reste surtout à faire en sorte que chacun d'entre nous s'approprie le travail historique, ce qui signifie d'abord acquérir la maîtrise d'instruments et de techniques. Il est bien entendu qu'un séminaire n'y suffira pas et l'ambition est autre, elle est de fournir les outils permettant d'engager le travail et de développer les méthodes adaptées à chacune des situations historiques traitées et à chacun des terrains.

C'est ainsi que se construira cette histoire qui n'est pas seulement un objet d'étude mais aussi l'histoire vécue par les acteurs d'aujourd'hui et leurs « anciens » et qui donne toute sa place à la mémoire vivante, ou plutôt aux mémoires des personnes, des groupes, des institutions et des lieux.

La lecture du programme du séminaire montre que ses organisateurs se sont tenus à l'écart de tout dogmatisme d'école, attentifs avant tout à la méthode, soucieux qu'ils étaient de tenir la position la plus ouverte possible.

C'est la condition pour que chacun des groupes de travail, quel que soit le sujet qu'il choisit et quel que soit le territoire qu'il explore, assure la maîtrise de son travail, étant entendu qu'il pourra recourir aux lumières des « spécialistes » à sa convenance.

Il nous restera encore à développer les moyens, à les inventer peut-être, de faire entrer ces travaux en communication, de les confronter et de les mettre à la disposition de tous et tout particulièrement des jeunes générations, qui seront bien entendu appelées à y prendre une part active.

Les inscriptions sont à prendre avant le 24 juillet auprès de Gaëtan Sourice, 66 rue Desjardins, 49100 ANGERS.

Le programme du séminaire, les indications pratiques et le bulletin d'inscription sont insérés dans ce numéro de La Lettre, si vous souhaitez en recevoir d'autres exemplaires, adressez-vous à Gaëtan Sourice.

Convocation de l'Assemblée Générale du CNAHES

Vendredi 18 septembre à 18 heures

à la Bibliothèque Universitaire d'Angers, 5 rue Lenôtre.

Ordre du jour :

- rapport moral et d'activité,
- rapports financier et du commissaire aux comptes,
- renouvellement du tiers des membres du conseil d'administration*,
- perspectives régionales et nationales 1999-2000,
- questions diverses.

*Les membres sortants soumis à réélection (série B) sont : Jacques Bourquin, Monique Brisset, Maurice Capul, Jacques Mazé, Jacques-Guy Petit, Vincent Peyre et Eric Pierre. Par ailleurs, Patricia Loncle a indiqué qu'elle ne souhaitait pas poursuivre son mandat.

Les candidatures sont à adresser, 15 jours au moins avant la date de l'assemblée, à la secrétaire du CNAHES, Chantal Duboscq, 38 rue Boulard, 75014, PARIS.

Rappelons à ce propos que ne sont électeurs et éligibles que les adhérents à jour de leur cotisation.

Ceux qui ne peuvent participer à l'assemblée sont invités à remettre un pouvoir à un adhérent de leur choix ou à l'adresser au secrétariat.

ÉCRITS

○ *L'enfance en difficulté dans la France des années 40. L'exemple de Toulouse Saint-Simon.* Editions Erès.
Par Juliette Jover, en collaboration avec Claude Bernardet-Gray, Maurice Capul, Alain Chaumet, Monique David, Philippe Delvit, Jean-Claude Forestier, Michel Jayr, Catherine Laylay, Maguy Monmayrant, Jacques Pineau, Patricia Timsit.

Commandes à l'Association Echo Saint-Simon, 128 route de Saint-Simon, 31100 Toulouse.

○ Martine Ruchat, *Les Chroniques du Mal. Le journal de l'éducation correctionnelle, 1850-1918*, publié sous les auspices de l'Association pour l'Etude de l'Histoire Régionale, Editions Passé-Présent, 1998.

ELLES ONT ÉPOUSÉ L'ÉDUCATION SPÉCIALISÉE Educatrices et femmes d'éducateurs il y a cinquante ans

L'ouvrage, réalisé à partir des travaux de nos journées de mai 1997 à Angers « Femmes d'éducateurs / éducateurs femmes », est sous presse à l'Harmattan, dans la collection "Travail du Social" dirigée par notre ami Alain Vilbrod.

Comme éducatrices ou comme épouses d'éducateurs exerçant alors le plus souvent en internat, elles ont été parmi les pionnières de l'éducation spécialisée dans les années quarante-cinquante. Pendant trente ans ou plus, elles en ont été actrices à part entière. Ce sont leurs témoignages qui constituent le cœur de l'ouvrage, nous donnant à voir ce qu'a été leur engagement, nous restituant ainsi une époque fondatrice, difficile et passionnée. Le rôle des femmes a été en effet plus fondamental que ne le laisse apparaître la sur-représentation masculine dans l'espace public à cette époque.

Ecrits et documents d'archives viennent illustrer leur propos, des textes écrits par des chercheurs les situent dans le contexte.

Jalon pour l'histoire d'une face jusqu'ici laissée en friche de l'éducation spécialisée, cet ouvrage nous parle aussi de la génération qui l'a « inventée » et portée. Ce qu'elle a construit est toujours au cœur d'une institution qui, s'interrogeant sur son devenir, ne peut manquer de questionner ses racines.

Avec les contributions de Geneviève Dermenjian, Chantal Duboscq, Denise Ehrhard, Janine Franzi, Mathias Gardet, Geneviève et François Girard-Buttoz, Sœur Giraud, Marguerite et Marie-Cécile Lalire, Jacqueline Mathieu, Marie Mauroux-Fontlupt, Vincent Peyre, Marcella Pigani, Françoise Tétard, Alain Vilbrod,

Adresser les commandes au CNAHES, chèque postal ou bancaire. Prix : 120 F. + frais d'envoi 19 F.

EXPOSITIONS

● L'exposition *Enfants de justice. La rééducation en Bretagne dans les années quarante*, réalisée sous l'égide du Musée de Bretagne et de la PJJ et sous la direction de Mathias Gardet et Eric Morin a été inaugurée au Musée de Bretagne à Rennes le 26 février, où elle est ouverte jusqu'en mai. Il est prévu qu'elle se déplace ensuite en d'autres lieux.

Le catalogue peut être commandé auprès du Musée de Bretagne.

● Le CNAHES a participé à l'exposition *Les associations partenaires de la justice*, qui s'est tenue dans les locaux de la Cour d'Appel de Paris, les 20 et 21 novembre.

ASSOCIATIONS VOISINES ET AMIES

■ Dans le cadre du groupement des associations d'histoire du secteur du social (familièrement appelé G 5), ALTER (Société internationale pour l'histoire des infirmités, inadaptations, handicaps...) organise une session sur « les classifications et leur histoire », le 29 mai, de 14h30 à 17h30, au CEDIAS, 5 rue Las Cases, 75007, Paris.

■ A l'occasion de son Xème anniversaire, le RHTS (Réseau Histoire du Travail Social) a organisé le 15 avril une journée d'étude sur l'histoire de la formation au travail social en Europe, avec la participation d'historiens belge, britannique et italien.

Conclue par une représentation théâtrale (*histoire du service social à travers un défilé de mode*) et un cocktail, cette journée a été aussi l'occasion d'une rencontre conviviale.

Vous recevez La Lettre depuis plusieurs mois.

Vous êtes convaincu de l'utilité de notre action : repérage et sauvegarde des archives, documents, témoignages écrits et oraux qui contiennent l'histoire des professions du secteur et toute l'expérience accumulée depuis des décennies - travail de sensibilisation et de réflexion avec les étudiants des écoles de formation - organisation de journées et rencontres régionales et nationales, et du prochain séminaire de méthodologie...

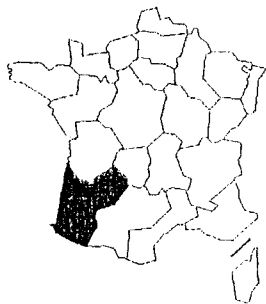
Tout cela est accompli bénévolement par beaucoup d'entre nous. Restent les frais incontournables : déplacements, transport d'archives, téléphone, papeterie...

L'an dernier, vous nous avez apporté votre soutien. Nous en avons besoin, et nous espérons que vous renouvelerez votre adhésion, si vous ne l'avez déjà fait, en l'adressant à notre siège social, 29, rue Gabrielle, 75018 PARIS, par chèque à l'ordre du CNAHES :

Adhésion individuelle à partir de 100 F.

Association, établissement, service à partir de 250 F.

■ Aquitaine



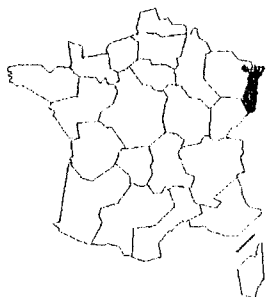
La région "Aquitaine" s'est réuni plusieurs fois entre octobre 1997 et ce jour, tant au niveau de la Gironde que des Pyrénées-Atlantiques. Ses travaux ont pour objectif d'établir un état des lieux entre 1950 (éventuellement avant) et 1956, puis après 1956 tout en n'ayant pas encore déterminé

quand fixer une limite dans le temps, de recueillir archives, témoignages écrits et oraux, en travaillant en réseau avec les partenaires régionaux intéressés, de rechercher une ouverture sur les différents départements de la région, de réfléchir aux possibilités d'archivage régional, au financement régional/national, de participer à la formation à l'IRTS.

La région a réfléchi à l'élaboration d'une grille de repérage des différentes unités du secteur, à laquelle correspondraient des fiches analytiques (les lieux, les personnes et leurs engagements, les moyens financiers, les agréments et habilitations, les fondateurs, les populations accueillies, les contextes...). Les résultats de ce travail seront présentés au cours du séminaire méthodologique de septembre prochain, dans l'atelier "Monographie".

Les membres de la région sont très conscients de l'intérêt, pour les jeunes étudiants et professionnels de notre secteur, d'une information sur l'histoire de celui-ci, et d'une aide pour la réalisation de leurs mémoires ou recherches. Il est utile aussi de pouvoir repérer les changements de notre société, et des pratiques professionnelles, au cours des 50 dernières années. Il faut enfin voir comment au niveau régional on peut situer les archives, en favoriser l'accès et coordonner les informations avec le CAPEA.

■ Alsace



Deux réunions ont rassemblé les 8 décembre 1998 et 19 mars 1999 plusieurs membres du CNAHES et des représentants des cinq centres de formation qui travaillent ensemble depuis quelques mois, pour faire le point sur les démarches entreprises.

Au Centre de formation d'éducateurs de jeunes enfants de Mulhouse (EFEJE), le travail sur la mémoire est intégré dans un cours de sociologie commun aux futurs éducateurs de jeunes enfants et aux étudiants en

licence de sciences de l'éducation de l'Université. Les étudiants ont élaboré un questionnaire qui a servi de support à des entretiens avec les personnes qui ont contribué à créer et faire évoluer les professions de jardinière d'enfants et d'éducateur spécialisé. Cela permettra notamment aux étudiants d'étudier comparativement les deux professions et de se situer les uns par rapport aux autres. Les travaux seront menés sur quatre années. Après analyse, les entretiens réalisés cette année donneront lieu à une communication écrite.

A l'Institut supérieur du social de Mulhouse (ISSM), les étudiants (éducateurs spécialisés et assistantes sociales) montrent un réel intérêt pour l'histoire de leurs professions, en particulier pendant les périodes de guerres, et notamment les attitudes et rôles des travailleurs sociaux pendant la guerre de 1939-1945. Une première phase de travail a démarré sous forme de cours avec les étudiants de 1^{ère} année et des monographies sont en cours de réalisation. Là aussi les étudiants montrent beaucoup d'intérêt pour une étude comparative des deux professions.

Au Centre de formation d'éducateurs de jeunes enfants de Strasbourg (CFEJE), le travail, intégré dans une option de 40 heures sur le thème "Mémoire vivante de la pratique éducative au sein de la structure Petite enfance", a débuté par des entretiens avec des jardinières d'enfants sur les années 45/72, pour tenter de dégager les pratiques éducatives de ces années-là. Là encore, les étudiants montrent un intérêt particulier à se situer par rapport aux éducateurs spécialisés.

A l'IFCAAD (Ecole de moniteurs-éducateurs) de Strasbourg, un module "mémoire et quotidienneté" visera à sensibiliser les étudiants moniteurs-éducateurs aux questions de la mémoire et de l'oubli. Le travail n'est pas encore entamé et se réalisera dès l'année prochaine.

L'Ecole supérieure de travail éducatif et social de Strasbourg (ESTES) participait pour la première fois à ces rencontres. La question historique est depuis longtemps présente dans ses préoccupations. Les étudiantes en service social ont montré un très grand intérêt pour l'histoire du travail social, particulièrement en Alsace pendant la dernière guerre mondiale. Mais l'entrée dans un travail sur la mémoire orale dépendra de l'intérêt qu'y porteront les formateurs.

Les discussions engagées sur les raisons de développer un tel travail sont nombreuses ; par exemple :

- la réflexion politique actuelle sur les "nouvelles délinquances",
- la difficulté actuelle des étudiants de dépasser une démarche de formation centrée surtout sur l'acquisition de "savoirs-faire",

- certaines affaires judiciaires en cours sur des pratiques éducatives "hors normes"....

Il faut donc sensibiliser les étudiants à la nécessité d'une réflexion plus fondamentale, ancrée notamment dans l'histoire. C'est ainsi que pourra être assurée une transmission entre « anciens » professionnels, professionnels aujourd'hui sur le terrain et futurs professionnels.

Une journée régionale, fixée au 1^{er} octobre 1999, permettra de faire un premier bilan des travaux entrepris par les étudiants et d'engager un dialogue entre eux, professionnels du travail social, formateurs et chercheurs, autour des questions de l'histoire et de ses méthodes. Elle aura également pour but de motiver les étudiants et leurs formateurs pour la poursuite de ce travail collectif de recherche et de formation.

Résumés tirés des comptes rendus régionaux par Chantal Duboscq.

Club des comités d'histoire

Rencontre du 23 mars 1999

Le CNAHES fait partie du Club des Comités d'Histoire, organisme qui rassemble actuellement 45 Comités, associations d'histoire et services historiques des Ministères des Affaires Etrangères, de la Culture, des Anciens Combattants, du Travail et de l'Emploi, des Armées de terre et de l'air, de la Marine, la Justice, la RATP, France Télécom, La Poste, EDF, plusieurs grandes banques, la CFTC, et bien d'autres.

Comme l'expose Florence Descamps, maître de conférences à la Sorbonne et secrétaire du Club, trois axes sont proposés à la réflexion des membres :

!! Y a-t-il une inspiration commune aux Comités d'histoire et la prolifération des structures n'entraîne-t-elle pas un risque d'un émiettement de la recherche historique ?

!! De quelle histoire parle-t-on ici, quelle sorte d'histoire veut-on mettre en oeuvre, les comités ici représentés font-ils émerger des "continents oubliés" ?

!! Quelle est la philosophie qui préside à l'action de chacun des membres du Club ? On peut définir quatre types d'intervention :

- "l'aider à faire", où le comité d'histoire soutient des programmes décidés en dehors de lui,
- la valorisation de travaux menés à l'extérieur, notamment par la publication,
- le "faire faire", incitation avec initiatives stratégiques, mais travaux effectués par d'autres,
- le "faire" par lui-même.

Ces quatre types, qui souvent se recourent ou se succèdent, posent la question des moyens, et celle de l'articulation avec les différentes institutions de recherche, comme les Universités : comment établir un partenariat,

éviter l'instrumentalisation, inciter les chercheurs professionnels à travailler avec les Comités...

Trois membres ont présenté leur expérience propre :

□ *Le Service d'Histoire de l'Education*, qui existe depuis 20 ans, et mène des actions sur plusieurs terrains : sauvegarde de la mémoire, recension bibliographique et observation des lieux de recherche, organisation de colloques, journées d'études, et publication de la revue *Histoire de l'Education*, aide à la recherche, notamment à l'édition d'ouvrages de chercheurs, production d'instruments de travail et de recherche, enfin recherches de type universitaire.

□ *L'Institut d'Histoire de l'Aluminium*, créé par Péchiney en 1986 à l'occasion des 100 ans du procédé de fabrication de l'aluminium par électrolyse, qui cherche à inventorier et recueillir les archives, et à créer les conditions permettant des recherches. Il lui a fallu réfléchir aux moyens de permettre à des historiens de travailler tout en étant confronté à la notion des intérêts de l'entreprise qui représente en France 90 % du marché (problème de la sécurité industrielle : ce que l'on ne doit pas dire - problème de la communication : ce que l'entreprise veut dire), et en essayant de travailler avec les autres 10 %. L'institut organise notamment des séminaires de méthodologie destinés aux membres actuels ou anciens du secteur de l'aluminium, et travaille avec l'Université et les centres de recherche, en proposant des bourses d'études, des programmes de recherche, en permettant aux chercheurs et aux industriels de se rencontrer.

□ *Le Comité pour l'Histoire Economique et Financière*, qui existe depuis 10 ans, et agit dans plusieurs directions : soutien de la recherche, notamment par la création d'archives orales (2700 témoignages recueillis, 170 personnalités interrogées) et notamment la collecte de récits autobiographiques spontanés, permettant de montrer l'implantation territoriale des Finances et la diversité des métiers ; recherche proprement dite sur l'histoire du Ministère des Finances et des administrations financières, sujet actuellement ignoré par les chercheurs : actuellement 6 thésards sont rémunérés à temps partiel animation de la recherche par l'organisation de rencontres annuelles pour faire le point et lancer de nouvelles études.

Pour terminer la rencontre, un dernier exposé sur quelques principes que tout comité devrait appliquer : réfléchir sur les conditions de son émergence et de son développement - faire périodiquement son "examen de conscience" avec si possible une évaluation par d'autres - ne pas perdre de vue que les archives orales sont d'abord des archives de commandement et non de groupes sociaux de base - se préoccuper constamment des archives écrites, sujet sur lequel nous sommes très en retard chez nous où les résistances culturelles à la communication sont fortes - être la source d'un partage des connaissances par les moyens mis à notre disposition par la technique : internet, médias... - être ouvert à l'étranger, etc. etc.